

# « Le sort de la Belgique est entre les mains de séparatistes! »

Pour la première fois, l'arithmétique postélectorale peut mener à la fin de la Belgique. Démonstration avec Vincent de Coorebyter, directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp).

**L**e Vif/L'Express : Si vous deviez tirer une seule grande leçon de ce scrutin, que retiendriez-vous ?

► Que la Flandre est, plus que jamais, maître du jeu. Une seule formation, le CD&V/N-VA, est incontournable dans le prochain gouvernement fédéral. Pas seulement parce qu'elle est la première force politique de Flandre, mais aussi parce qu'on ne peut pas se passer d'elle si on ne veut pas gouverner avec le Vlaams Belang. En effet : ensemble, à la Chambre des représentants, le cartel CD&V/N-VA et le Vlaams Belang obtiennent 47 sièges, soit davantage de sièges que tous les autres partis flamands réunis (41 sièges) ! C'est le cas aussi au parlement flamand, où la proportion est de 67 sièges contre 57. Pas de majorité possible, donc, sans les chrétiens flamands et leurs alliés séparatistes de la N-VA, aussi bien au fédéral qu'à la Région flamande. On se trouve devant une situation inédite : une formation qui désire la fin de la Belgique, à savoir la N-VA, est un des pivots de la future coalition.

**On avait presque oublié cette capacité de blocage de l'extrême droite flamande...**

► Elle est pourtant beaucoup plus importante qu'elle ne l'était lors du fameux « dimanche noir » du 24 novembre 1991, où tout le monde avait été surpris par la victoire du Vlaams Blok. Aujourd'hui, le Vlaams Belang atteint 19% en Flandre : c'est ce qui rend les choses si difficiles lorsqu'il s'agit de former les majorités fédérale et flamande. Pourtant, on en parle moins, et le fait que le Vlaams Belang perde un siège à la Chambre est considéré comme une victoire. Mais l'extrême droite n'a pas disparu



Vincent de Coorebyter, directeur général du Crisp.

pour autant, loin s'en faut. Il y a peu de temps encore, Jean-Marie Dedecker (l'ex-VLD dont le parti Lijst Dedecker a obtenu de bons résultats le 10 juin) disait qu'il fallait en finir avec le cordon sanitaire parce que ce dernier garantissait la présence des socialistes au pouvoir, comme en France sous Mitterrand. Cette fois, il a pour effet de rendre les sociaux-chrétiens incontournables. Comme quoi, les choses ne sont jamais aussi figées qu'on ne le croit.

Les élections servent vraiment à quelque chose, contrairement à ce qu'on dit parfois. Simple, dans un système électoral à la proportionnelle, les changements sont plus lents que dans un système majoritaire : il faut deux à trois législatures avant d'inverser la tendance. **Puisque le CD&V/N-VA est incontournable, la situation n'est pas si compliquée que ça!**

► Elle est même d'une simplicité enfantine. Puisque les socialistes

flamands ont déclaré qu'ils allaient digérer leur défaite dans l'opposition, la coalition « chrétienne »-libérale constitue l'alternative à une éventuelle tripartite. Elle obtient la majorité dans chaque groupe linguistique de la Chambre, ce qui est indispensable. De plus, s'il y a des divergences au plan fiscal, les familles « chrétienne » et libérale ont des affinités sur le terrain socio-économique. Leur alliance pourrait donc être scellée rapidement si...

**... s'il n'y avait pas la réforme de l'Etat à négocier!**

► Exactement : c'est l'élément perturbateur. Pour la première fois, les partis flamands veulent imposer une réforme institutionnelle à des partis francophones qui ne sont pas demandeurs. Dans le passé, les réformes de l'Etat ont toujours rencontré les intérêts des mouvements flamand et wallon, par-delà leurs divergences. Cette fois, mis à part le refinancement et l'élargissement de Bruxelles – ce qui n'est pas la priorité des Wallons –, on voit mal en quoi une réforme substantielle de l'Etat

pourrait servir les intérêts des francophones. Or le cartel CD&V/N-VA ne demandera pas une réforme cosmétique.

**Mais, sans majorité des deux tiers, n'est-il pas dans l'impossibilité de négocier une réforme?**

► Il s'est mis dans l'obligation d'obtenir une réforme ! Les électeurs flamands ont renforcé les partis qui défendent des thèses confédéralistes ou séparatistes. Le CD&V se dit confédéraliste. La N-VA, son alliée, dit ouvertement qu'elle veut opérer la transition vers le séparatisme. Ce n'est déjà pas rien. Mais ce n'est pas tout. Le nouveau parti de Jean-Marie Dedecker, séparatiste lui aussi, a remporté 5 sièges à la Chambre : pas

mal, pour une première aventure électorale ! Même s'il n'a pas fait campagne autour de l'institutionnel, le VLD n'est pas pour autant peuplé d'unitaristes : le parti libéral flamand comprend beaucoup d'anciens de la Volksunie, à commencer par Bart Somers, son président. Guy Verhofstadt, le seul candidat flamand qui disait clairement tenir à la Belgique, a perdu son match au Sénat face à Yves Leterme. Quant au SPA, il a déjà fait savoir qu'il pourrait appuyer une réforme de l'Etat depuis les bancs de l'opposition. Son allié Spirit est sur la même longueur d'onde. Et ne parlons pas, bien sûr, du Vlaams Belang, qui est le deuxième parti flamand derrière le CD&V/N-VA. Je vous rap-

**« Il est impossible d'imposer une réforme de l'Etat aux francophones. Ceux-ci ne peuvent l'accepter que si elle respecte aussi leurs droits et leurs intérêts »**



**L'ex-judoka Jean-Marie Dedecker, flamant, est l'invité-surprise des élections, en Flandre : 5 sièges pour la première aventure électorale de son nouveau parti!**



**Joëlle Milquet, présidente du CDH, face à un choix cornélien : rester dans l'opposition ou monter au gouvernement, au risque de devoir faire des concessions institutionnelles importantes.**



pelle que les Flamands réclament une régionalisation accrue depuis de longues années, et qu'à leurs yeux il ne s'est quasi rien passé depuis 1999. A présent, ils voudront aboutir. D'autant plus que les prochaines élections régionales se dérouleront en 2009, c'est-à-dire dans deux ans. Le cartel CD&V/N-VA aura beaucoup de monde contre lui, en Flandre, s'il n'obtient pas une réforme de l'Etat ambitieuse, et aura peur de payer la note au prochain scrutin. Il se battra comme un beau diable pour éviter cela et trouver les voix nécessaires aux avancées institutionnelles voulues en Flandre.

**Sans l'appui des partis francophones, alors?**

► Sauf surprise, les francophones devraient refuser de mettre en place un gouvernement qui aurait la ●●●

# La galaxie Leterme

## Le président

**Jo Vandeurzen.** L'actuel président du CD&V, qui a succédé à Leterme quand celui-ci a pris la tête du gouvernement flamand, en 2004. Issu du mouvement ouvrier chrétien, il se situe au centre-gauche dans les domaines socio-économiques. Il a par contre livré une opposition farouche aux procédures de naturalisation rapide ou à la légalisation des drogues douces.



## Les nationalistes (intransigeants)



**Geert Bourgeois.** Fondateur de la N-VA, le parti nationaliste flamand créé sur les débris de la Volksunie. Il a œuvré au rapprochement avec le CD&V, en 2004.



**Bart De Wever.** Président et leader incontesté de la N-VA. Il rêve de voir la Belgique se dissoudre « comme un cachet dans l'eau ». Mais il sait se montrer patient, y compris sur le plan communautaire. Il n'en est que plus redoutable.

## Les belgicains (marginalisés)

**Mark Eyskens.** Ancien Premier ministre. Sur les questions internationales, et seulement sur celles-là, son avis compte lors des débats internes au parti.



**Wilfried Martens.** Ancien Premier ministre lui aussi, il est président du PPE (Parti populaire européen). Il demeure une voix respectée au sein du CD&V, mais rarement décisive.



## L'aile droite (alliée objective de la N-VA)



**Herman Van Rompuy.** Président du CVP entre 1988 et 1993. Ses analyses tactiques, toujours brillantes, sont classées « hors concours » lors des discussions internes. Il entretient de très bonnes relations avec la N-VA.



**Pieter De Crem.** Chef de groupe CD&V à la Chambre sous la précédente législature, il a mené une guérilla contre le gouvernement Verhofstadt. Adepté d'un ton cassant, notamment sur les thèmes communautaires.

## Le Mouvement ouvrier chrétien (affaibli)



**Jan Renders.** Il préside l'ACW, la branche flamande du Mouvement ouvrier chrétien, désormais peu influent au CD&V. Réticent à toute idée de régionalisation accrue, il a aussi poussé Leterme à se modérer (un peu) sur le plan communautaire.



**Inge Vervotte.** Pur produit du syndicat chrétien, la ministre flamande de la Santé a la fibre sociale. Ce qui ne l'empêche pas d'être favorable à la régionalisation des soins de santé.

## La jeune garde (décomplexée)



**Cathy Berx.** Etoile montante du parti, venue du mouvement ouvrier chrétien, elle se situe plus près du centre-droit que du centre-gauche. Comme beaucoup de jeunes au sein du CD&V, elle est favorable à une très large réforme de l'Etat.



**Wouter Beke.** Idéologue du CD&V, il critique la politique « individualiste » menée par le gouvernement Verhofstadt.

## Les « entrepreneurs » (peu attachés à la Belgique)



**Etienne Schouppe.** L'ancien administrateur délégué de la SNCB est l'un des hommes les plus influents au sein du CD&V. Tenté par le confédéralisme, il souhaite régionaliser de très nombreuses matières.



**Kris Peeters.** L'ex-patron de l'Unizo (union des entrepreneurs indépendants) a été débauché par Leterme pour devenir ministre régional de l'Energie et des Travaux publics.

**François Brabant**



Le parti de Johan Vande Lanotte, le SPA, a choisi de digérer sa défaite dans l'opposition. Pour l'instant.

... majorité des deux tiers. Dans le cas contraire, ils avaliseront l'idée de réformer l'Etat et seraient obligés d'y participer. Le CD&V/N-VA va donc devoir chercher des appuis en dehors de la majorité, et il les trouvera dans les partis flamands, on l'a vu plus haut. Mais, du côté francophone, si on se veut cohérent, personne ne peut céder devant les Flamands. Le MR et le CDH, s'ils sont dans la majorité ? Ils seraient mal pris. Les socialistes ? Dans l'opposition au fédéral, mais à la tête des Régions wallonne et bruxelloise et de la Communauté française, le PS se parera des attributs de défenseur des francophones. Ecolo ? On ne voit vraiment pas quel serait son intérêt. Il sera difficile de trouver les deux tiers des voix nécessaires à une grande réforme de l'Etat.

**On peut donc anticiper la suite des événements : dans l'impasse, le CD&V devra quand même renoncer à son programme institutionnel, au risque de perdre ses alliés de la N-VA.**

► Cela paraît logique, mais c'est aussi hypothétique, pour deux raisons. Un : cela suppose que le CD&V ait la fibre belge, comme l'avait le CVP, qui se préoccupait de l'Etat belge. Ce n'est pas avéré aujourd'hui. Les hommes forts du nouveau parti chrétien flamand, à savoir Yves Leterme, Pieter De Crem, et même l'ancien vice-Premier ministre Herman Van Rompuy, ne semblent pas particulièrement attachés à la Belgique. Cela fait longtemps que Leterme et De Crem répètent, en substance, que la Belgique existe de fait, et qu'elle continuera d'exister

tant qu'elle permet le développement de la Flandre. Je ne sens, dans leurs propos, aucune manifestation de loyauté fédérale, aucun attachement affectif à la Belgique. Deux : sans les sièges de la N-VA (NDLR : 5 aujourd'hui, mais 8 si l'on y ajoute les suppléants des élus CD&V qui seront appelés à des fonctions ministérielles), on n'obtient plus la majorité dans le groupe linguistique

**« Des indépendantistes flamands pourraient profiter de la crise pour déclarer qu'il est devenu impossible de gouverner la Belgique et qu'il faut la liquider »**

néerlandais de la Chambre. Groen! n'est pas assez important pour pouvoir au remplacement éventuel de la N-VA. Le CD&V est donc lié à son partenaire séparatiste, sauf retour du SPA. Une autre façon de le formuler : le CD&V est l'otage de la N-VA. En cas de blocage, les chrétiens flamands ne baisseront pas forcément la garde.

**On risque donc de ne pas pouvoir former de gouvernement fédéral ?**

► Oui. Et on ne peut pas exclure que certains indépendantistes flamands en profitent pour déclarer qu'il est devenu impossible de gouverner la Belgique et qu'il faut la liquider, chez nous, le scénario tchécoslovaque. Pour la première fois, la situation arithmétique postélectorale peut mener à la fin de la Belgique. Une majorité orange-bleue, qui est la seule coalition possible avec deux « familles » politiques, peut mettre le pays en danger.

**Le MR et le CDH ont donc tout intérêt à refuser de se laisser embarquer dans un gouvernement avec le CD&V/N-VA !**

► Mais rien n'empêche de négocier une coalition orange-bleue car, à tout moment, les francophones gardent leur liberté. Ils peuvent interrompre la négociation gouvernementale s'ils sont face à des exigences flamandes inacceptables. Ou ils peuvent toujours, en cours de législature, refuser la réforme institutionnelle qu'on leur propose et annoncer qu'ils ne la voteront pas.



●●● On peut imaginer, aussi, que les francophones acceptent, finalement, de faire des concessions institutionnelles...

► Moyennant des mécanismes protecteurs, le refinancement de Bruxelles et des dispositions qui serviraient les intérêts des citoyens wallons et bruxellois, les partis francophones de la majorité et de l'opposition seront, effectivement, peut-être tentés de lâcher du lest pour sortir de l'impasse. On ne pourra pas jeter la pierre aux partis qui feraient une ouverture pour éviter la fin de la Belgique. Tous les partis francophones représentés au Parlement sont attachés à l'existence du pays.

**Quelle serait la réforme de l'Etat minimale?**

► On peut imaginer un terrain d'entente sur la réforme du Sénat, la réorganisation du commerce extérieur et du mode d'octroi des licences d'exportation d'armes, la création d'une circonscription électorale nationale, le refinancement de Bruxelles, peut-être une révision des pouvoirs du roi et, qui sait, la scission de la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde si elle préserver les droits des francophones. Certaines exigences flamandes, telles une meilleure activation des allocations de chômage et une réorganisation de la protection de la jeunesse, pourraient, en outre, être satisfaites sans avoir besoin d'une majorité des

deux tiers. Un accord sur ces différents sujets offrirait une sortie de crise honorable. Mais il peut être jugé totalement insuffisant par le CD&V/N-VA.

**Retournons la question, alors : que veut ce cartel flamand?**

► Davantage d'autonomie dans une série de matières socio-économiques. Citons, pêle-mêle, la scission des soins de santé, des allocations familiales, de la politique de l'emploi et d'une partie du secteur du chômage, la régionalisation de la fiscalité des personnes physiques et des entreprises, la régionalisation partielle, voire totale, de la SNCB et de la politique de la mobilité, la tutelle flamande sur l'aéroport de Bruxelles-National, la régionalisation de la recherche scientifique. Ainsi qu'une régionalisation de la justice.

**Un menu effectivement impossible à digérer pour les francophones. Yves Leterme doit pourtant en être bien conscient, non?**

► C'est effectivement sur Yves Leterme, en fin de compte, que repose le poids de la responsabilité finale. Le cas échéant, laissera-t-il la N-VA

coalition était finalement dotée des deux tiers, les francophones ne seront jamais forcés de voter n'importe quoi. Chaque parlementaire reste libre et, de toute façon, il faudra une majorité absolue dans le groupe linguistique français, à la Chambre et au Sénat, pour adopter des lois spéciales. Sans compter le recours possible au dispositif de la sonnette d'alarme. Les Flamands le savent : il est impossible d'imposer une réforme de l'Etat aux francophones. Ceux-ci ne peuvent l'accepter que si elle respecte aussi leurs droits et leurs intérêts. Le CD&V se dit confédéraliste, tout en répétant que le confédéralisme n'est pas la fin de la Belgique mais une autre forme de fédéralisme, dans lequel tout le monde peut être gagnant. Qu'il en fasse la démonstration. D'abord, en mettant sur pied un gouvernement. Ensuite, en préparant une réforme institutionnelle acceptable par les francophones. Le vrai risque, si on tient à la Belgique, c'est que certains exploitent un blocage persistant pour conclure qu'il est impossible de s'entendre et qu'il vaut mieux se séparer. ● **Entretien : I. Ph. et Ph. E.**

tout bloquer ? Ou, en cas de crise, acceptera-t-il de se défaire de son allié séparatiste pour se tourner vers les socialistes et tenter de les convaincre de monter au gouvernement ? Lui qui se dit confédéraliste fera-t-il le choix de la Belgique ?

**Mais si les socialistes montaient finalement au gouvernement, on aurait alors une coalition tripartite disposant d'une majorité des deux tiers, ce qui serait contraire aux intérêts francophones!**

► Le fait que le CD&V, le VLD et le SPA composent, ensemble, l'aile flamande du gouvernement fédéral ne condamne pas les francophones à accepter n'importe quelle réforme de l'Etat. D'abord, parce qu'il n'est pas obligatoire que le PS rejoigne aussi le gouvernement. Certains partenaires pourraient refuser la présence du PS, et ce dernier préférera peut-être rester dans l'opposition. Et, même si la

coalition était finalement dotée des deux tiers, les francophones ne seront jamais forcés de voter n'importe quoi. Chaque parlementaire reste libre et, de toute façon, il faudra une majorité absolue dans le groupe linguistique français, à la Chambre et au Sénat, pour adopter des lois spéciales. Sans compter le recours possible au dispositif de la sonnette d'alarme. Les Flamands le savent : il est impossible d'imposer une réforme de l'Etat aux francophones. Ceux-ci ne peuvent l'accepter que si elle respecte aussi leurs droits et leurs intérêts. Le CD&V se dit confédéraliste, tout en répétant que le confédéralisme n'est pas la fin de la Belgique mais une autre forme de fédéralisme, dans lequel tout le monde peut être gagnant. Qu'il en fasse la démonstration. D'abord, en mettant sur pied un gouvernement. Ensuite, en préparant une réforme institutionnelle acceptable par les francophones. Le vrai risque, si on tient à la Belgique, c'est que certains exploitent un blocage persistant pour conclure qu'il est impossible de s'entendre et qu'il vaut mieux se séparer. ● **Entretien : I. Ph. et Ph. E.**



« Une majorité orange-bleue peut mettre le pays en danger »



Guy Verhofstadt a payé son attachement proclamé à la Belgique : il a perdu le combat pour le poste de Premier ministre qui l'opposait à Yves Leterme.

## L'homme qui a battu le PS

Après avoir éreinté le PS, Didier Reynders défie le CD&V. Le chef libéral espère le faire renoncer à sa réforme de l'Etat. Un nouveau pari risqué.

Le fantasme Sarkozy a cessé d'agiter les nuits de Didier Reynders, 48 ans, brillantissime et arrogant patron des libéraux francophones. L'élève a rejoint le maître. Lui aussi a franchi le Rubicon, vaincu les socialistes et enrichi son CV d'un fait d'armes incontestable. En quelques semaines d'une campagne terriblement culottée, Reynders a réussi ce que Louis Michel et Gérard Deprez tentaient d'échafauder depuis plus de... dix ans. Devancer le PS à Bruxelles, mais aussi en Wallonie. Mieux : l'envoyer dans l'opposition, ce qui semble aujourd'hui à portée de main. Dopé par l'effet Sarkozy et les scandales de Charleroi, le président Reynders jouait gros. Ces dernières semaines, le va-t-en-guerre avait ému les bonzes de son propre parti : les sondages donnaient les libéraux flamands de Guy Verhofstadt perdants à tous les coups, le spectre de l'opposition se profilait à nouveau et l'agressivité de Reynders tant à l'égard du PS que du CDH leur semblait déplacée. Le Liégeois aux dents longues n'aurait qu'à bien se tenir en cas d'échec, dont certains médias (qu'il honnit) se délecteraient. Il est des carrières qui se font et se défont à la vitesse de l'éclair...

Mais voilà, le ministre des Finances est né sous une bonne étoile. Président de la SNCB à 28 ans, couvé par Jean Gol, promu député de pointe puis, en 1999, ministre au long cours, Didier Reynders a su attendre son heure et s'imposer dès sa première élection en tant que président de parti. Pourrait-il élargir la clientèle du MR, comme Louis Michel, ou devrait-il se contenter d'une bonne pêche auprès de l'électorat libéral classique, qu'il incarne ? La réponse



Reynders est envoyé en éclaireur par Albert II. Le président du MR espère finir sa mission pour fin juin.

est tombée le 10 juin. En Région wallonne, pointés à 31,2%, les libéraux ont crevé leur plafond historique. Ce qui a permis à Reynders de triompher à la télévision, le soir des élections : « Le centre de décision politique n'appartient plus au Parti socialiste ! » Que fera Didier le téméraire d'une telle victoire ? Auprès de Joëlle Milquet, présidente du CDH, Didier Reynders a subitement juré de se racheter une conduite. Il a cessé de la toiser en public et salué sa « bonne tenue » électorale. Nul doute que l'informateur du roi, nommé le mercredi 13 juin, continuera à en faire de même avec les écologistes, soumis à une opération de séduction entamée il y a plusieurs mois. Le MR de Reynders a déjà l'œil braqué sur les élections régionales de 2009. Il a un œuf à peler avec Elio Di Rupo, le président du PS, qui l'avait exclu du pouvoir en Région wallonne, à Bruxelles et en Communauté française, il y a trois ans. Il s'agira d'achever le boulot : construire une alliance MR-CDH-Ecolo pour écarter le PS de tout gouvernement durant une période de cinq à sept ans au moins. Le scénario espéré par l'état-major libéral ? Di Rupo se maintient à la tête de la Région wallonne et à la présidence du PS. Entre deux chaises, il peine à trouver le juste ton de l'opposition. Les affaires continuent. Le PS tangué. Il paie à nouveau

l'usure du pouvoir...

Mais ne dit-on pas que la roche Tarpéienne est proche du Capitole ? Depuis le dimanche 10 juin, la direction du MR ne cache guère sa préférence pour un gouvernement fédéral Leterme/Reynders – « ou l'inverse » – composé des (ex-)chrétiens et des libéraux. Le MR convoite goulûment le poste de Premier ministre – un piège ? Selon une éminente libérale, « Didier Reynders veut faire admettre à Yves Leterme que la mise à l'écart du PS est une réforme de l'Etat en soi, annonçant de séduisantes réformes économiques. Il espère en contrepartie que le CD&V baissera la garde sur le plan institutionnel ». Un nouveau pari audacieux... Car que fera le nouveau chef du « front francophone », ébranlé par les invectives de la campagne, si Leterme et le CD&V/N-VA restent inflexibles et vindicatifs ? Est-il aussi bien outillé que ses adversaires pour une négociation interminable qui déboucherait sur une impasse... et la fin de la Belgique ? Reynders a flairé le danger, c'est sûr. Il a été le tout premier, le soir du scrutin, à s'interroger sur le « nombre de nationalistes élus » sur la liste du cartel flamand. Il sait donc que la petite N-VA est quasi incontournable et qu'elle peut faire monter les enchères. Il s'avance bien seul au combat. ● **Ph. E.**